Affirmation des eurorégions en discours. Engagement dans l'apprentissage de la responsabilité

Affirmation of the euroregions in speech. Commitment in learning responsibility

Marie-Hélène Hermand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/communicationorganisation/5112>

DOI : 10.4000/communicationorganisation.5112

ISSN : 1775-3546

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 151-166

ISSN : 1168-5549

Référence électronique

Marie-Hélène Hermand, « Affirmation des eurorégions en discours. Engagement dans l'apprentissage de la responsabilité », *Communication et organisation* [En ligne], 48 | 2015, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 04 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/communicationorganisation/5112> ; DOI : 10.4000/communicationorganisation.5112

Affirmation des eurorégions en discours. Engagement dans l'apprentissage de la responsabilité

Marie-Hélène Hermand¹

Dans le sillage des travaux de l'Observatoire des discours et contre-discours relatifs à la construction européenne², nous proposons d'examiner les procédés discursifs de l'affirmation d'acteurs engagés dans une quête de reconnaissance au sein de l'espace public : les eurorégions. Ce concept émergent fait l'objet de dénominations multiples (eurorégion, eurorégio, euregio, europaregion...) et recouvre « des entités territoriales transfrontalières dont l'objectif est de créer un espace transfrontalier intégré à travers des politiques spécifiques d'aménagement du territoire » (Sanguin 2007)³ dans des domaines aussi variés que la santé, l'éducation et la recherche, les transports, l'environnement, la culture, la technologie... Réparties le long des frontières nationales situées à l'intérieur et au bord de l'Union européenne, les eurorégions partagent l'objectif de redynamiser des territoires restés longtemps en souffrance en raison de leur histoire douloureuse pendant les grands conflits, de leur localisation périphérique et de situations économiques souvent dégradées. La réalité eurorégionale étant très diversifiée, il est possible de l'identifier à partir de critères fonctionnels et structurels⁴ :

1 Centre de recherche ReSIC, Université Libre de Bruxelles (ULB). Membre des réseaux e-GRAM (Analyse des médias dans une perspective sémiotique ou discursive), ADCoST (Observatoire des discours et contre-discours relatifs à la construction européenne) et FRIANDIS (Réseau francophone international des analystes du discours) ; marie-helene.hermand@ulb.ac.be

2 <http://disceurope.hypotheses.org>

3 L'auteur précise son propos en identifiant 4 grandes vagues de création des eurorégions, auxquelles il associe quelques exemples :

- l'expérimentation dans un but économique et urbain (Regio Basiliensis en 1963),
- la multiplication dans le cœur historique du Benelux, de l'Allemagne et de la France (Euregio Meuse-Rhin en 1976 ; Rhein-Waal en 1978 ; Saar-Lor-Lux en 1995 ; Pamina en 1988),
- l'élargissement vers l'Est à la suite de l'entrée de 10 nouveaux pays dans l'Union en 2004 (Pomerania en 1991 ; Viadrina en 1993 ; Egrensis en 1993),
- les régions de l'ancien empire soviétique (Eurorégion trinationale DKMT (Danube-Kries-Mures-Tiza) entre la Roumanie, la Hongrie et la Serbie en 1997).

4 La distinction est proposée par l'Association des régions frontalières européennes (ARFE) et reprise dans le *Lexique de l'aménagement du territoire européen* (Université de Paris 7 - Datar - CNRS) : <http://www.ums-riate.fr/lexique/modeletermine.php?id=21> (consulté le 30 juillet 2015)

- du point de vue fonctionnel, les eurorégions peuvent être « soit des associations d'autorités locales et régionales, parfois avec une assemblée parlementaire, ou bien des associations transfrontalières avec un secrétariat permanent et une équipe technique et administrative disposant de ressources propres »

- du point de vue juridique, les eurorégions peuvent être « soit des structures de droit public basées sur des accords interétatiques avec la participation des collectivités territoriales, soit des structures de droit privé, basées sur des associations à but non-lucratif ou des fondations d'un côté ou de l'autre de la frontière en accord avec les juridictions nationales en vigueur »

L'intérêt de notre questionnement provient du constat d'une visibilité accrue de ces collectifs transfrontaliers qui utilisent largement le web depuis le début des années 2000 pour se faire connaître auprès du public. Il y a une dizaine d'années et en l'absence d'un véritable espace médiatique transfrontalier (Argul, Bray et Harguindéguy 2005), il était difficile de percevoir comment ces « petites Europes » (Bertrand 2004) pouvaient invoquer leur vocation européenne comme une composante de leur identité. Le territoire transfrontalier s'offrait alors à l'analyse comme un « objet invisible » nécessitant un effort particulier d'ouverture interdisciplinaire dont la nécessité était déjà soulignée par des analyses de réseaux de production et de partenariats transfrontaliers (Pommier 2004). Bien que les eurorégions soient peu connues du grand public, elles concernent aujourd'hui entre 40 % et 60 % des personnes qui résident au sein de l'Union européenne (Morata 2010). En nous intéressant aux discours qui forgent la visibilité eurorégionale, nous souhaitons décrire comment l'Union européenne est matérialisée à travers un « *continuum* territorial » (Sereno 2014) qui instille un sentiment particulier d'identité et de citoyenneté européennes et à travers un « *continuum* temporel » (D'Almeida 2006) qui inscrit le projet considéré dans un pari optimiste sur l'avenir. Les eurorégions méritent qu'on s'intéresse aux discours qui les décrivent, les racontent ou les jugent car de nombreux indices permettent de penser qu'une « culture discursive⁵ » eurorégionale est en train d'émerger, indépendante des lieux et des langues d'expression.

Parmi ces indices, relevons d'une part les faits historiques qui témoignent de la volonté d'association des régions transfrontalières pour défendre leurs intérêts. Le plus souvent autoproclamées, ces entités ont d'abord eu pour mission de « cicatriser l'histoire » (de Rougemont 1972) à la fin de la seconde guerre mondiale. Certaines d'entre elles se sont ensuite associées dès 1965 en « syndicat pour les régions frontalières », officialisé en 1971 sous le nom d'Association des régions frontalières d'Europe⁶. En 1980, l'adoption de la

5 P. von Münchow définit la culture discursive comme « les manifestations discursives des représentations sociales circulant dans une communauté donnée sur les objets au sens large, d'une part, et sur les discours à tenir sur ces objets, d'autre part » (Claudel *et al.*, 2013 : 35). Cette conception permet de rechercher des traits de ressemblance en dehors et au-delà du niveau ethnolinguistique.

6 Association des régions frontalières d'Europe (ARFE) : association de loi 1901 créée à la suite du sommet

Charte de Madrid par le Conseil de l'Europe légitime la coopération et facilite la signature d'accords entre régions frontalières. Depuis 1985, l'Association des régions d'Europe⁷ s'est en outre imposée comme porte-parole et organisation militante en faveur de l'eurorégionalisme, avec des objectifs fédéralistes depuis l'instauration de nouveaux statuts en 1992 sous l'influence allemande (Alliès, 2011 : 249).

D'autre part, les eurorégions bénéficient de soutiens explicites de la part des instances communautaires depuis de nombreuses années, ce qui induit aussi des flux financiers : en 1975, la création du FEDER⁸ harmonise les politiques régionales des États ; en 1990, la création du programme Interreg favorise le développement de projets transfrontaliers ; en 1994, la création du Comité des régions fait suite au Traité de Maastricht et à la pression des collectivités territoriales qui souhaitent faire entendre leurs voix au sein de l'Union européenne ; enfin, la création du statut de Groupement européen de coopération territoriale (GECT)⁹ en 2006 puis l'entrée en vigueur du Groupement eurorégional de coopération (GEC)¹⁰ en 2013 fournissent deux instruments administratifs et juridiques qui structurent la coopération transfrontalière. Déterminées à exploiter au mieux les politiques européennes en leur faveur (Moullé 2007), les organisations transfrontalières produisent et suscitent des discours qui témoignent d'interactions complexes entre de nombreux acteurs. D'un côté, partir à la recherche des fragments épars de l'eurorégionalisme signifie se pencher sur les relations qui s'établissent entre des discours dominants (émis par les institutions européennes et les entreprises), des discours d'acteurs potentiellement centraux dans l'Europe de demain (régions, eurorégions) et des discours d'opposition (émis notamment par les syndicats) susceptibles de révéler des éléments du débat relatif aux recompositions territoriales en Europe (Delcamp 2002). D'un autre côté, cela signifie porter une attention à des discours qui dépassent la portée nationale dans l'optique particulière et encore peu explorée d'une analyse du discours d'organisations internationales (Gobin et Deroubaix 2012) en environnement multilingue.

Dans cet article, nous limitons notre analyse au champ sémantique de la responsabilité dans les discours d'appropriation du projet eurorégional car nous pensons qu'il est susceptible d'éclairer une facette du processus de construction identitaire des eurorégions. Notre objectif ne consiste pas à comparer des positionnements eurorégionaux distincts en fonction des emplacements géographiques mais plutôt à déceler des régularités discursives qui construisent la position transfrontalière dans le contexte actuel

franco-allemand de 1970.

7 Association des régions d'Europe (ARE) : organisation regroupant à la fois des régions et des organisations interrégionales de plus petite taille.

8 FEDER : Fonds européen de développement régional.

9 Le GECT a été créé par le Parlement européen et le Conseil.

10 Le GEC a été créé par le troisième protocole additionnel à la Convention-cadre de Madrid.

d'européanisation, lequel englobe des « manières de faire », des règles, des croyances et des normes définies au sein de l'Union européenne (Radaelli 2002)¹¹.

Notre corpus est composé d'une large sélection de textes multilingues et multigenres permettant de « remonter le fil du discours » (Moirand 2004) et de faire connaissance avec le territoire eurorégional¹². Le cœur du corpus est composé de textes produits par les institutions eurorégionales, les institutions européennes (Commission, Parlement, Conseil), les institutions académiques (universités essentiellement) et les acteurs économiques (entreprises, organisations professionnelles, sociétés d'audit). Des textes de presse (régionale, nationale, européenne) complètent la sélection pour montrer comment s'opère la médiation eurorégionale dans les médias.

La méthodologie d'analyse du discours est privilégiée car elle ne se réduit ni à l'analyse linguistique des textes ni à une analyse sociologique du contexte : elle doit « penser le dispositif d'énonciation qui lie une organisation textuelle et un lieu social déterminé » (Charaudeau et Maingueneau 2002 : 43). Il s'agit de « maintenir [le discours] dans sa consistance, de le faire surgir dans la complexité qui lui est propre » (Foucault 2008) pour envisager ici comment se construit le sens des lieux et comment s'entretiennent « des imaginaires socio-spatiaux » (Noyer et Raoul 2011). Les observables discursifs considérés pour l'analyse sont par exemple des mots-pivots, des segments répétés ou des « formules » (Krieg-Planque 2012), des traces de modalisations ou des marques de discours antérieurs (interdiscours). D'un point de vue technique, nous avons conçu une plateforme d'analyse pour appréhender ce corpus rendu complexe par son caractère multilingue et multigenre. La plateforme élaborée articule un outil d'analyse morpho-syntaxique éprouvé (TreeTagger¹³) à des programmes spécifiques (Perl) et à une base de données (SQLite) développés pour optimiser les requêtes multilingues simultanées et l'exportation des résultats par sous-corpus émetteurs.

Principe de « responsabilité partagée »

Localisation de l'expression de la responsabilité

Si la politique régionale menée au niveau communautaire impose une responsabilité et des décisions communes sur le devenir des territoires, celles-ci

11 Définition de l'européanisation selon Radaelli : « Processes of (a) construction (b) diffusion and (c) institutionalization of formal and informal rules, procedures, policy paradigms, styles, 'ways of doing things' and shared beliefs and norms which are first defined and consolidated in the making of EU public policy and politics and then incorporated in the logic of domestic discourse, identities, political structures and public policies. »

12 Les 617 textes authentiques (près de 500 000 mots) du corpus sont recueillis en 6 langues (français, italien, espagnol, anglais, allemand, néerlandais) et concernent 42 eurorégions (sur la centaine recensée actuellement) situées en Europe du Nord-Ouest, dans la zone Alpes-Danube, en Europe du Sud-Ouest, en Europe centrale et orientale et en Europe du Nord.

13 Mis à disposition par l'université de Stuttgart.

ne vont pas de soi. Nous formulons l'hypothèse selon laquelle l'apprentissage de la responsabilité est une composante du processus mis en place par les eurorégions pour s'affirmer et dessiner leur image dans le panorama mouvant des territoires européens. Nous avons montré précédemment comment les eurorégions sont entrées dans une phase d'apprentissage de leur rôle de modèles européens chargés de modifier l'état mental des citoyens pour réveiller le sentiment d'adhésion à l'Europe et la créativité (Hermand 2014a). Se concentrer désormais sur la façon dont les eurorégions cherchent à prendre des responsabilités revient à examiner le processus et les modalités de la décision collective. En tenant compte d'apports interdisciplinaires sur l'étude de la décision (Vidaillat *et al.*, 2005), notre analyse doit permettre de localiser les responsabilités dans le corpus, d'en préciser l'étendue et les limites, puis de voir comment les organisations eurorégionales s'approprient le processus décisionnel.

Les calculs de répartition élaborés à partir de requêtes automatiques portant sur la notion de responsabilité¹⁴ montrent que les termes relatifs à la responsabilité eurorégionale sont utilisés dans 36 % des textes produits par les institutions européennes contre 13 % des textes produits par les universités, 12 % des textes produits par les institutions eurorégionales, 10 % des textes produits par les acteurs économiques et 8 % des textes médiatiques. On constate que les institutions européennes (surtout la Commission) s'approprient plus volontiers la notion de responsabilité eurorégionale, loin devant les institutions eurorégionales elles-mêmes. Le relevé des adjectifs converge ensuite vers l'énoncé du principe de « responsabilité partagée », manifestation de l'enchevêtrement d'autorités et de compétences diverses qui se côtoient dans les territoires transfrontaliers (Biot 2013 : 2).

Responsabilités concentrées

Le relevé des occurrences du terme « responsable » confirme la concentration des décideurs dans les textes produits par la Commission européenne au sujet des eurorégions. Au sein des énoncés, les co-occurents immédiats permettent d'identifier deux types de décideurs : les politiques (40/73 occurrences) et les experts (27/73 occurrences)¹⁵. Au niveau politique, les commissaires européens attribuent des subventions aux programmes transfrontaliers tandis que les responsables gouvernementaux (chefs d'États et ministres) acquiescent à la création d'eurorégions¹⁶. Au niveau opérationnel, les experts et les praticiens se voient alternativement attribuer les titres de « responsable de communication », de « responsable de coordination », de « responsable

14 Les requêtes portent sur : *respons** (en français, italien, espagnol, anglais) et *verantwort** (allemand et néerlandais).

15 Les 6 dernières occurrences du terme « responsable » renvoient à un organisme de coordination.

16 Depuis mai 2013, l'approbation tacite des États suffit pour que des régions frontalières se structurent en GECT. Les membres d'un GEC n'ont pour leur part qu'un devoir d'information vis-à-vis de leurs États respectifs (Source consultée le 30 juillet 2015 : <http://conventions.coe.int/Treaty/FR/Treaties/Html/206.htm>).

d'unité d'intervention », de « responsable de l'établissement des priorités » ou encore de « responsable fonctionnel »¹⁷. S'il est aisé d'associer le métier de responsable de communication eurorégionale à la professionnalisation croissante déjà observée dans la communication territoriale (Cardy 2012), les dénominations des autres profils nécessitent le dépouillement du contexte pour comprendre qu'elles recouvrent des périmètres dévolus à l'ingénierie de projets transfrontaliers (mise en place de projets thématiques et sectoriels, de dispositifs d'information ou de formation transfrontalière). Ces premières observations ancrent les énoncés de la responsabilité et de l'autorité eurorégionales dans la capacité d'expertise attribuée aux politiques et aux praticiens. Matérialisée dans des montants budgétaires, des noms de programmes et des codes de procédures, cette expertise conforte une neutralité aseptisée déjà remarquée dans les discours des institutions européennes (Cussó et Gobin 2010).

Décisions complexes

Afin de saisir les lieux, les objets et les modalités du processus décisionnel, nous élaborons un cadre de requêtes permettant de localiser et de quantifier les recours à la notion de décision¹⁸. Les calculs de répartition confirment d'abord la nette préoccupation des instances communautaires pour les décisions qui concernent les eurorégions : 45 % des textes produits par les institutions européennes mobilisent la notion¹⁹. La qualification manuelle des contextes d'usage permet ensuite de dégager les traits définitoires de ces décisions. Elles sont collectives, comme en témoignent les constructions d'appartenance (on trouve les décisions « du Conseil de l'Europe », « des régions », « des Länder », « des provinces », « du comité directeur », « du comité de gestion »), les conjugaisons verbales au pluriel (« décident », « ont décidé », « décidaient »), de nombreux syntagmes adjectivaux ou nominaux (« décisions collectives », « décision entre tous les partenaires », « décisions au niveau communautaire », « décisions du Conseil européen », « décision à l'unanimité ») et plus rarement le terme préfixé « co-décision ». Les décisions sont aussi diluées car réparties entre divers acteurs des territoires transfrontaliers : les institutions, les provinces, les régions, les villes, les groupes professionnels ou les directions d'entreprises sont les principaux sujets des occurrences du verbe « décider » dans l'ensemble du corpus. Prises à plusieurs niveaux, les décisions sont légitimées dans le sens où elles sont formulées par des instances supérieures aux eurorégions (institutions européennes, gouvernements nationaux) ou par des autorités spécialisées (cours de justice, comités directeurs d'entreprises,

17 Les déclinaisons linguistiques de ces syntagmes sont observables dans les différentes langues du corpus. Par commodité de lecture, nous privilégions dans l'article les citations en français et/ou traduites en français par nos soins.

18 Les requêtes portent sur : *décis** | *décid** (en français), *decid** | *decis** (en italien, espagnol, anglais), *Entscheid** (en allemand) et *besliss** (en néerlandais).

19 Contre 20 % des textes du sous-corpus médiatique, 14 % des textes produits par les institutions eurorégionales, 10 % des textes du sous-corpus économique et 9 % des textes émis par les universités.

jurys artistiques...). Elles sont officialisées par la mise en ligne de déclarations, de comptes rendus ou de rapports d'activités. Contrôlées, elles sont encadrées par des procédures, des programmes ou des lois et sont soumises à des bilans budgétaires. Enfin, les décisions peuvent être déléguées lorsque l'eurorégion se voit chargée de mission ou lorsqu'elle attribue des mandats à des tiers.

Insertion dans le processus décisionnel

Récits de la maisonnée

Le mille-feuille décisionnel se construit à l'aide de « récits de la maisonnée » (D'Almeida 2006 : 149-153) définis comme des récits de collectifs particuliers destinés à consolider l'unité du groupe en dotant celui-ci d'objectifs communs, de règles et de normes. Le consensus est un procédé récurrent d'obtention de la décision au niveau eurorégional, attesté par l'affichage d'objectifs communs (qui peuvent être flous) et par la formulation des améliorations attendues [1] :

[1] Les 14 institutions, qui ont décidé ensemble la création de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, partagent un objectif : le renforcement de tous les aspects de coopération au sein du territoire. (Site institutionnel de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, rubrique « présentation »)

La décision peut aussi être atteinte sous l'influence de figures d'autorité à l'aide d'un « nous » directionnel qui englobe la communauté eurorégionale et qui est utilisé par une personnalité politique déjà connue et recyclée dans un rôle de décideur au niveau eurorégional²⁰ [2] :

[2] « Ce type de structure [...] doit avoir des représentants au plus haut niveau, c'est-à-dire au sein du Parlement européen, qui puissent être en contact avec la Commission, avec celles et ceux qui vont décider de nous accompagner au sein de cette Eurométropole pour développer nos projets [...] » (Entretien avec Gilles Pargneaux, président de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, *grandlille.eurosblog.info*, 18 avril 2009)

Le souhait d'appartenance au groupe eurorégional se traduit par la nécessité d'une solidarité structurée face au monde concurrentiel et par la privatisation des lieux de débats. Le lexique du « club », surtout mobilisé par les représentants officiels des eurorégions à l'occasion d'échanges avec les partenaires économiques, montre cette tendance : « Business-Club transfrontalier », « Industrieclub », « nanoclub », « de Euregional University Club », « Club ESSEC du Rhin supérieur », « Club lorrain transfrontalier de prospective », « intergovernmental club »...

Mais l'entente au sein du groupe n'est pas une évidence et le discours peut prendre un tour polémique en révélant des malaises, des exclusions ou des

²⁰ Nous avons déjà démontré l'importance du recours à la figure d'autorité dans le discours institutionnel des eurorégions pour faciliter l'adhésion du citoyen (Hermand 2014b).

recours consécutifs aux décisions. Le lexique du conflit et l'identification d'« ennemis » sont assez facilement repérables dans des récits de presse qui relatent aussi bien des tensions anciennes non apaisées en dépit de soutiens en haut lieu [3] que des rivalités liées à des enjeux récents [4] :

[3] Les élus du Parlement d'Aragon ont décidé en 2006 à l'unanimité de se retirer de l'Eurorégion Pyrénées Méditerranée [...]. Cette décision est motivée par un conflit avec la Généralité de Catalogne qui refuse de restituer à l'Aragon plusieurs œuvres sacrées (retables, statues) de la cathédrale de Lerida historiquement aragonaises, malgré la requête du Vatican. (Extrait de l'article « Martin Malvy à la tête de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée », *france3-regions.francetvinfo.fr*, 29 octobre 2009)

[4] La decisión del Gobierno portugués de establecer un peaje en las autovías que unen España con el país luso ha provocado una fuerte reacción en Andalucía, [...]. [...] José Chamizo ha decidido intervenir en un asunto que ha provocado una fuerte polémica sobre todo en el sector empresarial. [...] Un duro golpe a la Eurorregión. (Extrait de l'article « Andalucía, en pie de guerra por el peaje a Portugal en pleno puente », *El Confidencial*, 7 décembre 2011)

[La décision du gouvernement portugais d'établir un péage sur les autoroutes qui relie l'Espagne au Portugal a provoqué une forte réaction en Andalousie [...]. [...] José Chamizo a décidé d'intervenir dans une affaire qui a provoqué une forte polémique dans tout le secteur des entreprises. [...] Un coup dur pour l'Eurorégion.]

Interdiscours européen

L'expression des situations problématiques que l'on voit poindre ne surgit pas par hasard dans le discours eurorégional. En dépit de la diversité et de la spécificité des contextes eurorégionaux (aux niveaux linguistique, géographique, politique, économique), des régularités thématiques soulignent les obstacles auxquels sont confrontés les énonciateurs :

- les présidents d'eurorégions ou leurs représentants évoquent les « entraves » créées par les différences de cultures administratives et juridiques entre États, les « difficultés d'insertion des jeunes adultes » sur le marché du travail dans des régions en souffrance économique et le « manque de personnel qualifié » en raison de compétences linguistiques, techniques et/ou technologiques insuffisantes,
- le patronat, à travers les voix des chefs d'entreprises et des représentants d'organisations professionnelles, évoque des problèmes d'« accès au marché transfrontalier » en raison de « réglementations nationales incompatibles » et appellent à une « simplification urgente » pour faciliter le développement des activités commerciales,
- les représentants du monde universitaire se saisissent de problématiques scientifiques pour les adapter à la spécificité des contextes transfrontaliers :

écologie et environnement, infrastructures et transports, développement économique et technique deviennent autant de thèmes qu'il est possible de territorialiser pour mieux toucher une cible de proximité (étudiants, enseignants, chercheurs, partenaires économiques),

- les médias relaient enfin particulièrement les dires du patronat et des représentants des universités en mettant l'accent sur le lien insuffisant entre étudiants et entreprises, entre enseignements théoriques et pratiques, et sur la nécessité d'associer des équipes bi/tri-nationales pluridisciplinaires pour affronter des problèmes communs.

Du point de vue interdiscursif ²¹, l'expression de ces freins manifeste une filiation nette avec plusieurs textes programmatiques de l'Union européenne. Le souci de gommer les différences entre systèmes législatifs et juridiques est déjà présent dans l'Acte unique européen (1986-1987), lequel poursuit l'ouverture du marché entamée par le Traité de Rome en 1957. L'objectif d'« harmoniser les législations » y est explicite pour favoriser la libre circulation des marchandises et des services, la libre prestation et la liberté d'entreprendre dans le pays choisi ainsi que la libre circulation des personnes et des capitaux. Cette « nécessaire harmonisation » (des législations, des administrations et des procédures) est attestée et précisée dans le volet institutionnel de notre corpus eurorégional où la « simplification » des procédures de constitution des eurorégions, la « diminution » du nombre de signatures obligatoires, la « limitation » des recours aux tribunaux pour régler les litiges et le « changement » des règles européennes annoncent ou appellent une série d'actions conformes aux consignes européennes. Un autre écho des injonctions européennes – exprimées cette fois dans la Déclaration de Bologne (1999) – est remarquable au sein des sous-corpus économique et académique, lesquels insistent sur la nécessité du montage de partenariats en vue d'une « meilleure compétitivité », de « progrès tangibles » et d'une « nécessaire dimension européenne dans l'enseignement supérieur ».

Bien que le discours eurorégional s'approprie les consignes européennes et en accepte les règles, il peine à être pris en compte par les institutions européennes. À titre d'exemple, les questions formulées au sujet des eurorégions pendant les échanges parlementaires se trouvent reléguées dans la file d'attente de problèmes jugés plus importants ou plus complexes, en cours de traitement ou à traiter. Perçus comme des obstacles à un fonctionnement communautaire optimal, les problèmes transfrontaliers rejoignent la multitude des problèmes « communs au-delà du transfrontalier », « à plus grande échelle », « plus vastes », « critiques » ou « en suspens ».

21 Au sens large, l'interdiscours est défini comme « l'ensemble des unités discursives (relevant de discours antérieurs du même genre, de discours contemporains d'autres genres, etc.) avec lesquelles un discours particulier entre en relation implicite ou explicite » (Charaudeau et Maingueneau 2002 : 324).

Production de solutions standardisées

Mobilisation pour l'action

Cloisonnés en fonction des intérêts respectifs des divers émetteurs, les problèmes transfrontaliers doivent pourtant trouver des solutions acceptables dans le respect des contraintes imposées. Un procédé récurrent consiste à mobiliser les parties prenantes (entreprises, artistes, jeunes avec et sans qualification...) de part et d'autre des frontières nationales pour impulser l'action conjointe. Aussi le discours eurorégional mobilise-t-il en invitant de préférence à l'action éligible aux financements européens (« assez d'études, des actes ! »). Légitimées par des références aux programmes officiels (« Interreg », « Fonds structurels », « programmes CTF-IEPV »...) et par le recours aux enseignements du passé (« tirer des enseignements des actions antérieures »), ces actions transfrontalières sont encadrées par des adjectifs (actions « majeures »/« emblématiques »/« prioritaires »...) qui confortent la valeur positive qui leur est attribuée et le consensus qui les accompagne.

Discours de projets

L'action passe essentiellement par la mise en œuvre de projets transfrontaliers. Très répandu dans les textes, le terme « projet » est présent dans 90 % des textes produits par les institutions européennes au sujet des eurorégions, 57 % des textes produits par les institutions eurorégionales et 50 % des textes produits par les acteurs économiques et les médias. Autres manifestations tangibles de l'importance accordée aux projets, les 48 sites web dédiés à autant de projets eurorégionaux occupent le quatrième rang de fréquence des sites éditeurs au sein du corpus²². Au sein de ces 48 sites techniquement fonctionnels et aux contenus mis à jour, l'existence des projets transfrontaliers est attestée dans des genres discursifs très variés : les déclarations d'intentions, les rapports d'activités, les offres de services, les manuels de bonnes pratiques, les brochures d'information, les études prospectives, les agendas et les allocutions de visites officielles. Les dénominations des projets transfrontaliers (« Marketing touristique », « Trilingua », « Allegro », « EMR 2020 », « CReaMED »...) y assurent la promotion de l'identité et de l'image eurorégionales. L'environnement lexical marqué par des termes liés à l'expérimentation (« laboratoire », « expérience », « essai ») fait écho au « management par projet » dans lequel les missions sont bien délimitées et les équipes-projets sont chargées de tester et d'innover autour de produits, de services ou de méthodes (Boutinet et Raveleau, 2012). Enfin, l'emploi récurrent de tournures périphrastiques au futur (projet « qui se développera »/« que nous allons développer ») ou de la préposition « pour » suivie d'un infinitif (« pour se préparer », « pour promouvoir ») traduit une

²² Derrière les 172 sites institutionnels des eurorégions et les sites de presse nationale (64) ou régionale (55) qui émettent un discours sur les eurorégions.

anticipation optimiste caractéristique de la culture de projet que l'on retrouve dans bien des domaines, comme celui de la création artistique (Vial 2015) dont nous avons déjà montré la prégnance dans le discours eurorégional (Hermand 2014a).

Se plier à la contrainte de *reporting* imposée par les financeurs (les institutions européennes) s'avère en outre indispensable pour continuer à bénéficier des subventions. Considérant cette contrainte comme une « aubaine », les institutions eurorégionales s'en accommodent car elle leur permet de développer des liens privilégiés dans deux directions : l'Europe de Bruxelles et le citoyen. Tantôt maîtres d'œuvre, les eurorégions font de la gestion de projets transfrontaliers une opportunité d'exploitation des budgets communautaires²³ et de distanciation avec les autorités nationales. Tantôt maîtres d'ouvrage, elles créent de la proximité par des projets d'ampleur réduite (« micro-projets ») réservés aux jeunes entrepreneurs ou aux associations.

Au risque de brouiller les messages par la multiplication des actions, l'importation du modèle de management par projet aboutit à une prolifération de discours qui tendent à prouver l'engagement de tous dans le développement de la communauté eurorégionale. En suivant Bazet et Mayère, nous pouvons dire que :

La logique-projet résulte alors quasi naturellement de la logique libérale de la méritocratie. Quand ce qui relève de la hiérarchie traditionnelle ne rencontre plus l'efficacité attendue, le projet peut être lu comme une tentative de mise en mouvement des acteurs, chacun étant sollicité quel que soit son rôle dans l'organisation, invité à montrer sa capacité à s'engager, à devenir un acteur majeur du dispositif non point tant à ce qu'il contribue à son orientation, mais en ce qu'il manifeste comme adhésion, comme internalisation de la contrainte. (Bazet et Mayère 2012 : 145)

Argument de l'intérêt général

Si les projets participent de l'affirmation des territoires transfrontaliers, ils garantissent surtout un confort financier à des acteurs bien au fait des procédures d'octroi des financements, au détriment d'autres formes de coopération plus anciennes et désormais privées de soutien (jumelages, échanges) (Sereno 2014). Reprises par les médias sur le mode de la légitimation de l'activité économique, les attentes des chefs d'entreprises implantés en zones frontalières s'expriment au nom de l'intérêt général à travers le lexique de l'« amélioration » de la qualité et de l'« efficacité » du cadre de vie transfrontalier : l'accès facilité des salariés aux transports publics et la transparence des offres de formation et d'emplois sont deux éléments revendiqués par le secteur privé, rappelant par là le paradoxe de l'intérêt général désormais défendu par des entreprises désireuses d'être perçues

²³ Le rapprochement physique y contribue aussi grâce à l'installation de représentations eurorégionales à Bruxelles.

comme des acteurs positifs auprès de l'opinion (D'Almeida 2006 : 154). Du côté des institutions européennes, cette quête d'amélioration du confort et de la qualité de vie des frontaliers laisse la place à des slogans en faveur de missions sécuritaires visant à garantir « la sécurité pour tous », « la prévention et la lutte contre la criminalité » ou « la sûreté et la sécurité maritimes ». Les tournures comparatives (« plus efficaces qu'auparavant »), les modalisations (« faciliter », « réduire la ségrégation/les différences ») et les expressions de but (« visant à promouvoir de meilleures pratiques ») forgent peu à peu un discours qui normalise les conditions à remplir pour qu'une eurorégion soit porteuse de réussite au sens du financeur européen et devienne un instrument rationalisé de l'action publique.

Conclusion

Cet article s'est attaché à montrer comment les eurorégions, acteurs territoriaux qui bénéficient d'une reconnaissance partielle et d'une visibilité croissante dans l'espace public européen, produisent et suscitent des énoncés qui illustrent de manière privilégiée l'évolution complexe et incertaine de l'Union européenne. Les traces de l'engagement eurorégional dans l'exercice de la responsabilité et dans le processus décisionnel ont servi de guides à l'analyse. En nous appuyant sur des résultats textométriques simples mais vérifiables, nous avons initialement localisé et décrit le processus décisionnel en montrant qu'il est insufflé par des institutions supérieures et extérieures aux eurorégions. Il s'agit dès lors pour les collectifs eurorégionaux de se conformer à l'ordre établi par les institutions européennes et par des instances spécialisées (juridiques, techniques, scientifiques) pour éviter la désapprobation, la sanction ou l'exclusion. Nous avons ensuite décelé des traces de récits qui visent tantôt à mettre en scène une communauté transfrontalière fantasmée (partage d'objectifs, logique de clubs, « nous » communautaire, identification de figures d'autorité charismatiques et d'ennemis), tantôt à engager cette communauté dans l'action au moyen d'une « gestion cellulaire » (Gramaccia et Cordelier 2012 : 13) de projets pilotés par des experts garants de l'ordre (procédures d'octroi de financements européens, procédures obligatoires de *reporting*).

De cette coexistence malaisée entre « récits de la maisonnée » et « récits de l'engagement » (D'Almeida 2006 : 153-156) émerge une identité eurorégionale incertaine. D'une part, l'affirmation du principe de responsabilité partagée et l'intérêt manifesté pour l'action conjointe constituent une zone d'entente entre les divers énonciateurs particulièrement visibles. D'autre part, un potentiel polémique du discours est révélé par des cloisonnements (expression compartimentée de problèmes formulés en fonction d'intérêts distincts), des mises à distance (réponses éludées aux questions transfrontalières) et un intérêt général souvent réduit aux ambitions économiques et aux impératifs sécuritaires.

Les collectifs eurorégionaux, en mobilisant des compétences communicationnelles héritées des statuts de leurs représentants (autorité politique, expertise économique, expertise scientifique), se saisissent des contraintes qui leur sont imposées pour produire des solutions acceptables. Les ajustements discursifs produisent un effet d'évidence et d'opportunisme : tout en arguant de la proximité et de l'intérêt général pour mieux se faire entendre du citoyen, les discours se conforment aux injonctions communautaires et produisent des solutions défendables. Ces solutions répondent aux prescriptions des institutions européennes et s'inscrivent dans la droite ligne des textes fondateurs d'une Europe sans frontière (Traité de Rome, Déclaration de Bologne). Quel que soit le lieu de leur mise en œuvre (entreprises ou administrations), elles sont aussi l'expression d'un idéal-type hérité du monde de l'entreprise dans le sens où elles imposent le point de vue du tout économique (Garric et Légglise 2010).

BIBLIOGRAPHIE

ALLIÈS P. (2011), « La notion d'Eurorégion et sa mise en œuvre dans l'Union européenne », in C.E. Pachado Amaral (dir.), *Autonomie régionale et relations internationales. Nouvelles dimensions de la gouvernance multilatérale*, Paris, L'Harmattan, p. 245-255.

ARGUL S., BRAY Z. et HARGUINDÉGUY J.-B. (2005), « Espace public médiatisé et coopération transfrontalière », *Communication et organisation*, n° 26, p. 223-234.

BAZET I. et MAYÈRE A. (2012), « Organisation par projet, ordre de récit, formes de discours », in *Management par projet*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 133-147.

BERTRAND L. (2004), « Le Grand Est : l'intégration transfrontalière, une nouvelle voie ? », *Revue Géographique de l'Est*, vol. 44, n° 3-4, p. 117-128.

BIOT V. (2013), « Les systèmes de gouvernance des territoires transfrontaliers : la mise en œuvre du règlement européen sur les GECT (Groupements Européens de Coopération Territoriale) », *Belgeo. Revue belge de géographie*, n° 1.

BOUTINET J.-P. et RAVELEAU B. (2012), *Questionnement autour du projet entrepreneurial*, De Boeck Supérieur.

CARDY H. (2012), « Le discours identitaire dans les politiques de communication territoriale. La place des palmarès et de leur médiatisation », *Mots. Les langages du politique*, vol. n° 97, n° 3, p. 59-74.

CHARAUDEAU P. et MAINGUENEAU D. (2002) (dir.), *Dictionnaire d'analyse du discours*, Édition du Seuil, Paris, Seuil.

CLAUDEL C., VON MÜNCHOW P., RIBEIRO M. P., PUGNIÈRE-SAAVEDRA F. et TRÉGUER-FELTEN G. (2013), *Cultures, discours, langues : Nouveaux abordages*, Limoges, Lambert-Lucas.

CUSSÓ R. et GOBIN C. (2010), « Du discours politique au discours expert : le changement politique mis hors débat ? », *Mots. Les langages du politique*, n° 88, p. 5-11.

D'ALMEIDA N. (2006), « Les organisations entre projets et récits », in *La communication organisationnelle en débat. Champs, concepts, perspectives*, L'Harmattan, Paris, p. 145-158.

DELCAMP A. (2002), « XIII. L'avenir des institutions territoriales en Europe et leur incidence éventuelle sur le débat français. Scénarios », *Annuaire des collectivités locales*, vol. 22, n° 1, p. 231-241.

FOUCAULT M. (2008), *L'archéologie du savoir*, Éd. originale 1969, Paris, Gallimard.

GARRIC N. et LÉGLISE I. (2010), « Le discours patronal, un exemple de discours économique ? », *Mots. Les langages du politique*, n° 86, p. 67-83.

GOBIN C. et DEROUBAIX J.-C. (2012), « L'analyse du discours des organisations internationales. Un vaste champ encore peu exploré », *Mots. Les langages du politique*, n° 94, p. 107-114.

GRAMACCIA G. et CORDELIÉ B. (2012), « Communication dans les collectifs cellulaires », in *Management par projet*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 9-18.

HERMAND M.-H. (2014a), « Eurorégions, émergence d'une culture discursive exemplaire », *Le discours et la langue. Revue de linguistique française et d'analyse du discours*, vol. Tome 6.2, p. 191-208.

HERMAND M.-H. (2014b), « Le discours eurorégional. Indices convergents de légitimation d'un espace institutionnel », *Mots. Les langages du politique*, n° 106, p. 75-81.

KRIEG-PLANQUE A. (2012), *Analyser les discours institutionnels*, Paris, Armand Colin.

MOIRAND S. (2004), « L'impossible clôture des corpus médiatiques: La mise au jour des observables entre catégorisation et contextualisation », *TRANEL (Travaux Neuchâtelois de Linguistique)*, vol. 40, p. 71-92.

MORATA F. (2010), « Euroregions i integració europea » Universitat Autònoma de Barcelona/Universitat de Girona (dir.), *Documents d'Anàlisi Geogràfica*, vol. 56, n° 1, p. 41-56.

MOULLÉ F. (2007), « Les espaces de la coopération transfrontalière institutionnelle », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement. Territory in movement Journal of geography and planning*, n° 4, p. 76-81.

NOYER J. et RAOUL B. (2011), « Le « travail territorial » des médias. Pour une approche conceptuelle et programmatique d'une notion », *Études de communication. langages, information, médiations*, n° 37, p. 15-46.

POMMIER P. (2004), « Les réseaux de petites entreprises sur les territoires : des objets méconnus », *Communication et organisation*, n° 25.

RADAELLI C. (2002), « The domestic impact of european union public policy: notes on concepts, methods, and the challenge of empirical research », *Politique européenne*, vol. 5, n° 1, p. 105-136.

ROUGEMONT D. de (1972), « Aspects culturels de la coopération dans les régions frontalières, texte présenté lors de la Première confrontation européenne des régions frontalières, 29 juin-1^{er} juillet 1972 », in Institut universitaire d'études européennes (dir.), *L'Europe des Régions III*, Genève.

SANGUIN A.-L. (2007), « Les nouvelles perspectives frontalières de l'union européenne après l'élargissement de 2004 », *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique*, n° 1.

SERENO M. C. (2014), « La politique transfrontalière, entre politique extérieure et politique régionale : le cas franco-italien », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 88, p. 235-254.

VIAL S. (2015), « De la spécificité du projet en design : une démonstration », *Communication & Organisation*, vol. 46, n° 2, p. 17-32.

VIDAILLET B., D'ESTAINTOT V., ABÉCASSIS P. et BATIFOULIER P. (2005), *La décision : Une approche pluridisciplinaire des processus de choix*, Bruxelles, De Boeck.

Résumé : Dans cet article, nous cherchons des traces discursives de l'affirmation d'acteurs émergents en Europe et plutôt méconnus des citoyens : les eurorégions. Ces organisations européennes de coopération transfrontalière, dont la prolifération est remarquable depuis le début des années 2000, présentent la particularité d'être engagées dans un processus d'institutionnalisation inachevé et au dénouement incertain. À partir d'un corpus multilingue et multigenre, nous observons comment les eurorégions développent leurs capacités à formuler des problèmes, à s'insérer dans des processus décisionnels et à produire des solutions défendables. Les résultats textométriques combinés à l'analyse qualitative révèlent des consensus et des tensions qui accompagnent une création institutionnelle programmée par les institutions européennes et installent l'imaginaire d'un *continuum* territorial et temporel en Europe.

Mots-clés : analyse du discours, eurorégion, engagement, processus décisionnel, communication de projet.

Abstract: In this paper, we look for traces of the affirmation of emerging and little known actors in Europe: the Euroregions. Since the beginning of the 2000s, these European organizations proliferate and are engaged in an unfinished process of institutionalization with an uncertain outcome. From a digital multilingual corpus, we observe how the Euroregions enter into a learning process of accountability by developing their ability to formulate problems, to fit into decision-making processes and to produce defensible solutions. When combined with textometric results, qualitative analysis provides consensus and tensions which accompany an institutional framework programmed by the European institutions and set the imagination free to install a continuum of both spatial and temporal scales in Europe.

Keywords: euroregion, cross-border region, discourse analysis, commitment, decision making process, project communication.